



UN BREF RAPPORT

Pour ceux qui essaient de comprendre le nouveau monde



Concepts de base et discussion

1. Le monde naturel est organisé selon l'air, la terre et la mer.
2. Les systèmes de droit et les gouvernements et les institutions des hommes ont également été organisés selon les « juridictions » de l'air, de la terre et de la mer.
3. La juridiction de la terre est de nature nationale.
4. La juridiction de la mer est de nature internationale.
5. La juridiction de l'air est de nature mondiale.
6. Tous les atouts réels, l'or, l'argent, les terres, etc., ont leur existence sur ou dans la terre.
7. Tous les atouts fictifs, les titres, les actions, les obligations, etc., ont leur existence sur ou dans la mer.
8. Il existe un point d'interface entre la terre et la mer connu sous le nom de juridiction terrestre internationale établie par le ou les districts postaux, les bureaux de poste et les routes postales qui s'interfacent avec les voies maritimes désignées pour le commerce et les voyages internationaux.
9. Par conséquent, une entité « corporative » qui est privée, non commerciale et non constituée en société, comme une entreprise maman et papa, par exemple, L'Épicerie Familiale Mercier, peut interagir avec une entité « constituée en société » établie par un charte d'entreprise, comme Les Services Alimentaires d'Amérique, Inc.
10. Ce type de relation d'affaires a lieu dans le domaine du commerce international (dit « trade » en anglais), et non du commerce (dit « commerce » en anglais), car L'Épicerie Familiale Mercier n'est pas constitué en société.
11. Pour que le commerce ait lieu, les deux entités doivent être constituées et fonctionner sous une charte accordée par une entité non constituée en société (souveraine).
12. Les entreprises non constituées en société fonctionnent sous la « pleine responsabilité commerciale » (dit trade) et doivent « indemniser » eux-mêmes.
13. Les entreprises constituées en société fonctionnent sous « responsabilité commerciale limitée » et doivent « s'assurer » eux-mêmes.
14. Par conséquent, un gouvernement non constitué en société tel que le Conseil Tribal de Shawnee ou les États-Unis d'Amérique (non constitué en société) peut affréter une entreprise constituée en société, telle que Grand Fox, Inc. ou l'État de

l'Illinois, Inc., mais aucune entité peut en créer une sans personnalité morale.

15. C'est parce qu'un homme peut créer et nommer une organisation et stipuler un but et une fonction pour cette organisation, mais une telle organisation ne peut pas créer un homme.
16. Par le passé, des gouvernements non constitués en sociétés ont créé et agréé des sociétés de services gouvernementaux dans le but de gérer les risques. Ainsi, les États-Unis d'Amérique (non constitués en société) ou le Delaware (non constitué en société) pourraient créer et affréter une entité commerciale constituée appelée USA, Inc., ou Delaware, Inc. ou l'État de l'Oregon.
17. Ces entités constituées en société (à charte), telles que l'État de l'Oregon, étaient alors libres d'établir des relations avec d'autres entités constituées en société (c'est-à-dire de faire du commerce) et de céder des franchises municipales comme l'ÉTAT DE L'OREGON.
18. Maintenant que vous voyez comment ce processus fonctionne et que vous savez que l'entité non constituée en société (une entreprise non constituée en société) est vraiment la source de tout pouvoir dans ce système, les pages suivantes auront plus de sens. Exemples:

L'Épicerie Familiale Mercier (non constitué en société) peut créer « La Boutique a Josephine, Inc. » et ensuite La Boutique a Josephine, Inc. peut créer des « franchises municipales » pour elle-même -- LA BOUTIQUE A JOSEPHINE MTL, INC.

Les États-Unis d'Amérique (non constitués en société) peuvent créer « État de l'Idaho, Inc. » et ensuite cet État de l'Idaho peut créer la franchise L'ÉTAT DE L'IDAHO ou VILLE DE BOISE.

Évidemment, il est très important de savoir si une entreprise est constituée en société ou non, et si elle est constituée, en vertu de quelle charte et propriété ?

Histoire malheureuse

Dans les années 1860, les organisations gouvernementales non constituées en société sont devenues avides et ont non seulement engendré toutes les différentes sociétés de services gouvernementaux constituées via le processus décrit, mais ont également réussi à rendre les hommes vivants assujettis à ces constructions artificielles en les « imitant » et en les « affranchissant ».

Cela a été fait par la violation du droit d'auteur et l'abus de confiance, dans le but de créer des « fiducies publiques » qui pourraient ensuite être pillées sous le couvert de la loi.

Voyons ce qui s'est passé en Angleterre : le gouvernement non constitué en société dirigé par la reine Victoria avait déjà une société de services gouvernementaux constituée en société (à charte), le Royaume-Uni, alors le Royaume-Uni, Inc., a créé une franchise exploitée sous le nom de ROYAUMEUNI qui a ensuite établi des chartes municipales pour ses propres franchises, ECOSSE, IRLANDE, ANGLETERRE, PAYS DE GALLES, NEW CASTLE, EXETER, etc.

Tout allait si bien et tant d'argent frais qui était levé à partir de tous ces nouveaux atouts (choses à taxer) créés à partir de rien, que Benjamin Disraeli a encouragé l'ouverture de « l'opportunité d'émancipation » à la classe ouvrière en Angleterre : donnez-leur un vote en tant qu'entreprise actionnaires en échange de la saisie du droit d'auteur sur leurs noms, leurs droits, leur travail, la valeur de tous les atouts privés qu'ils pourraient avoir en font essentiellement des esclaves du gouvernement sous le couvert d'une servitude volontaire et émettent des obligations basées sur la valeur de toute cette ancienne propriété privée aussi.

Des millions d'Anglais sans méfiance réclamaient d'être « émancipés » et pensaient que le droit de vote était une bonne chose et qu'il leur donnait une plus grande voix au sein de leur gouvernement, au lieu de leur voler subrepticement tout ce qui avait de la valeur et de le « monétiser » pour le profit du gouvernement.

Un processus similaire a été entrepris en Amérique et dans tous les pays du Commonwealth à peu près au même moment, avec une particularité intéressante. Le gouvernement non constitué en société des États-Unis d'Amérique ne l'a pas accepté, de sorte que leur société de services gouvernementaux connue sous le nom de United States Trading Company a été mise en faillite via une « guerre » mercenaire commerciale illégale et ses dépenses associées.

Cela a laissé aux syndicats de la faillite les mains libres pour restructurer le « gouvernement fédéral » en un système de style britannique analogue à ce que nous avons décrit ci-dessus. Les auteurs ont remplacé la United States Trading Company non constituée en société par les États-Unis d'Amérique, Inc., à charte britannique et la municipalité United States, Inc., et ces deux sociétés ont commencé à affréter toutes leurs diverses franchises municipales comme des lapins au printemps.

Tout comme en Angleterre, les hommes ont été presque immédiatement émancipés avec la tentation d'avoir un vote dans les affaires des sociétés mais, la vraie affaire n'a jamais été révélée. Plus tard, alors que les bénéfices de l'émancipation de tous les hommes diminuaient, la pression était exercée pour émanciper également les femmes, et finalement, les auteurs sont tombés si bas qu'ils ont créé un système automatisé d'émancipation des bébés dans leur berceau.

Le résultat final de ce système d'émancipation (comme dans une franchise McDonald's) est d'asservir les gens sous le couvert de la loi et de les soumettre aux sociétés étrangères. Ils sont ensuite eux mêmes usurpés d'identité et enrôlés de force et enrôlés au service de gouvernements étrangers qui ont été interdits pendant 200 ans, et leurs terres et autres biens sont saisis et transformés en fiducies publiques qui peuvent ensuite être pillées à volonté par les auteurs.

Par exemple, le nom commercial naturel d'un homme né sur la juridiction terrestre du Vermont pourrait être Jonathan Edmund Sykes. Au lieu que son droit d'auteur de droit commun à son propre nom soit enregistré en tant que nom commercial de juridiction terrestre, il est aujourd'hui enregistré en tant que fiducie située à l'étranger opérant dans la juridiction internationale de la mer en tant que « navire » des États-Unis territoriaux, qui, par coïncidence, se trouve faire des affaires sous le nom de « Jonathan Edmund Sykes ».

Il s'agit d'une mauvaise caractérisation fondamentale de la nature et du statut politique de l'homme en tant que « personne » une entité fictive qui aboutit à un génocide sur papier et à un vol d'identité en fait. Son identité naturelle en tant qu'homme et son nom commercial légitime sont littéralement tués et considérés comme un « décédé » lors de la délivrance d'un faux certificat de naissance à son nom.

Ensuite, la société territoriale des États-Unis a créé « JONATHAN EDMUND SYKES », une fiducie municipale de Cestui Que Vie, et « JONATHAN E. SYKES », un service public de transmission, et ainsi de suite et tous ces noms et entités fictives sont utilisés pour s'endetter et contrôler l'homme vivant comme un atout et biens à son insu ou sans son consentement.

La victime et sa famille n'en sont jamais informées et il ne reçoit jamais de réelle compensation pour tout cela. Il reçoit tout avantage que tout le monde reçoit de la construction de routes, de ponts, de ports, etc., et il est également censé payer cet avantage via des impôts. Les fiducies établies en son nom ne sont jamais réclamées par lui, car il ne sait pas qu'elles existent, alors les banques et les gouvernements prétendent que ces actifs sont « abandonnés » et les saisissent sous de faux prétextes pour leur propre bénéfice.

Parce que le gouvernement non constitué en société des États-Unis d'Amérique n'a jamais accepté quoi que ce soit de tout cela, et parce qu'il a finalement dû être libéré de la faillite, il continue d'exister et est maintenant non seulement libre et quitte de toute dette, mais aussi, par définition, est le détenteur de la sûreté suprême et le créancier prioritaire de toutes les sociétés étrangères en faillite et des franchises de ces sociétés qui ont usurpé nos États et notre peuple au cours des 150 dernières années.

Les faillites actuelles

Les ÉTATS-UNIS, INC. et toutes ses franchises municipales faisant affaires comme CHINE (INC.), JAPON (INC.), INDE (INC.), ÉTAT DE L'OREGON (INC.), CANADA (INC), JOHN MICHAEL SMITH (INC.), AUSTRALIE (INC.), VILLE D'OMAHA (INC.), ROYAUME-UNI (INC.)...à l'infini, est en liquidation du chapitre 7 depuis 2015.

Cela a ensuite forcé les États-Unis territoriaux et ses franchises d'entreprise faisant affaires comme Chine (Inc.), Japon (Inc.), État de l'Oregon (Inc.), John Michael Smith (Inc.), Ville d'Omaha (Inc.), Royaume-Uni (Inc.), Canada (Inc.), Australie (Inc.)...à l'infini, sont en Réorganisation du chapitre 11 à compter du 1er mai 2017 parce qu'ils ne sont plus les bénéficiaires de les franchises municipales.

Pendant ce temps, les États-Unis d'Amérique réels et factuels (non constitués en société) traînent depuis 1868, s'opposant à cette folie et continuant à exploiter leur propre monnaie d'argent et leurs propres affaires malgré les opérations honteuses et criminelles de ces intérêts commerciaux étrangers qui ont opéré d'escroquerie et d'abus de confiance et de rupture de contrat commercial sur nos côtes.

Certaines personnes comme Karen Hudes ont dit que notre gouvernement légitime est en « interrègne » un état de suspension, dormant, ne fonctionnant pas mais ce n'est pas vrai. Notre gouvernement légitime n'a jamais cessé ses activités et l'ignorance, l'insouciance et l'intérêt personnel de diverses autres nations ne changent rien à ce fait.

D'autres personnes, comme Benjamin Fulford, continuent d'essayer de confondre à la fois les « États-Unis, Inc. » et « États-Unis d'Amérique, Inc. » avec le gouvernement non constitué en société des États Unis d'Amérique ce qui revient à confondre une poupée Barbie avec une femme du même nom.

D'autres encore ont l'intention de prétendre que parce que ces sociétés territoriales et municipales étrangères qui portent notre nom sont en faillite, que nous sommes en faillite un processus de « présomption » auquel nous nous sommes opposés publiquement et à plusieurs reprises en des termes non équivoques. Non seulement nous ne sommes pas en faillite, mais nous sommes les principaux détenteurs de sûretés et les créanciers prioritaires.

La raison pour laquelle toutes les autres nations sur Terre ont intérêt à nier notre existence et notre compétence est qu'elles nous doivent toutes sans exception de l'argent, ou des ressources, ou le règlement de bilans d'échange -- dont la plupart ne peuvent pas payer.

Ils ont donc tenté de prétendre que nos atouts sont « abandonnés » et diverses parties ont tenté de s'emparer de nous et de nos actifs par d'autres moyens également, en vain. Nous sommes ici, nous sommes bien vivants, nous savons qui nous sommes et ce que nous sommes, nous savons ce qui nous a été fait et nous savons qui est responsable.

En 2008...

Il ne restait plus qu'une poignée de gouvernements légitimes non constitués en société dans le monde : le Saint-Siège, l'Iran, l'Irak, la Libye, la Corée du Nord, quelques royaumes insulaires du Pacifique et... les États-Unis d'Amérique non constitués en société, bien que tout le monde nous ait réduits au temps.

À ces exceptions près, le Saint-Siège possédait et exploitait par l'intermédiaire de sa société de gestion immobilière, le VATICAN, tous les gouvernements constitués en société faisant des affaires en tant que sociétés de services gouvernementaux dans le monde.

Le gouvernement non constitué en société du Saint-Siège a affrété les gouvernements

municipaux (cités-états) et les franchises, y compris les ÉTATS-UNIS, INC., qui ont affrété tous les autres en tant que franchises : JAPON, ALLEMAGNE, ROYAUME--UNI... ÉTATS-UNIS, JOHN MARK OLSON, VILLE DE BALTIMORE et ainsi de suite.

Il détenait également toutes les sociétés d'État territoriales, accessoirement, par l'intermédiaire de Vassals.

Tous les chemins menaient littéralement à Rome. Toutes ces sociétés ont été créées littéralement par le Saint-Siège via le VATICAN, INC. ou via les ÉTATS-UNIS, INC. ou via les États-Unis d'Amérique, Inc., et tout en haut de la chaîne alimentaire, perchées comme une cerise sur au-dessus de tout le reste, contrôlant – du moins en théorie – tout ce qui se trouvait en dessous, se trouvait le gouvernement non incorporé du Saint-Siège.

Comme vous pouvez le voir dans l'histoire, il y a ceux qui souhaitent avoir le Saint-Siège dans ce genre de contrôle, et comme vous pouvez également le voir, le Saint-Siège n'a pas fait le travail qui lui a été confié. Nous avons un traité solennel et sacré avec le Saint-Siège, un Concordat, que quelques belettes ont tenté de « redéfinir » en se faisant passer pour nous. À son crédit, le Saint-Siège et le Pape ont immédiatement pris des mesures pour corriger à partir de 2008.

Neuf ans plus tard, le gouvernement non constitué en société des États-Unis d'Amérique notre gouvernement est toujours debout et est le détenteur incontesté de la sûreté suprême de tous les atouts américains et le créancier prioritaire de la plupart des sociétés de services gouvernementaux en faillite dans le monde.

La situation

Les sociétés servant de « gouvernement fédéral » sont en liquidation de faillite (municipales) ou en réorganisation de faillite (territoriales) et sont sous séquestre au profit des syndicats de faillite. Depuis notre point de vue, c'est comme avoir votre salon de coiffure local forcé de fermer ses portes et votre station service locale en réorganisation.

Cela n'a rien à voir directement avec nous, sauf que nous devons trouver d'autres prestataires de services compétents pour nous couper les cheveux et remplir nos réservoirs et, espérons le, faire un travail plus honnête qui sont néanmoins capables d'opérer sous les auspices du contrat de service original, la Constitution des États-Unis d'Amérique.

Si nous n'avions pas trouvé de partenaires fédéraux compétents qui existent en vertu de leurs propres chartes et traités préexistants, la Constitution actuelle aurait été annulée du côté fédéral de l'accord mais nous avons trouvé des partenaires compétents et nous avons émis de nouvelles Lettres souveraines Brevet.

Nous nous sommes associés aux nations autochtones américaines pour assumer les responsabilités dues au gouvernement fédéral jusqu'à ce que les millions d'Américains qui ont dormi pendant toute cette débâcle puissent être mis au courant, rétablis et autorisés à convoquer une juridiction foncière compétente (Congrès continental).

La dette

Il n'y a pas de dette nationale non satisfaite, il n'y a que du crédit national qui n'a pas été appliqué au grand livre par ceux qui cherchent à s'enfuir avec les paiements effectués par des millions d'innocents via de fausses allégations d'abandon et de détournement de fonds. Nous avons autorisé l'application du crédit national à la dette nationale et en tant que créanciers prioritaires de (presque) le monde entier, nous n'avons pas besoin ni ne cherchons la protection contre la faillite.

Les saisies

Il n'y a pas de saisies valables car ces transactions ont été annulées par fraude et non-divulgateion. Toutes les « hypothèques » résultant des soi-disant « prêts immobiliers » sont des dettes dues par les corporations territoriales et municipales, et non des personnes, et sont en fait des contrats de rachat de bail, ni des hypothèques ni des prêts en fait. Ces sociétés de services gouvernementaux ont « emprunté » nos atouts à notre insu ou sans notre consentement, hypothéqué une dette basée sur nos atouts, et ont maintenant fait faillite laissant le monde

supposer que nous avons accepté tout cela et que nous évitons le paiement, alors que dans en fait, nous nous opposons aux réclamations de dette odieuse et prenons des mesures pratiques pour mettre fin à ce fiasco. Pour protéger les fonds de pension et les investisseurs tout en tenant les gens inoffensifs, nous avons développé un moyen de suspendre toutes les saisies et de traduire cette dette odieuse en crédit pour les propriétaires réels.

Titres -- Le drôle d'argent

Les différentes monnaies fiduciaires ainsi que les obligations et les titres qui leur sont liés doivent être restructurés. Il est certain que les titres continueront d'exister et d'être utilisés sous certaines formes à l'avenir, mais il est également certain que les titres qui existent actuellement ont été compromis par la contrefaçon et d'autres problèmes. Nous allons envelopper les anciens bons du Trésor américain et créer de nouvelles obligations hybrides à haute sécurité adossées à l'or, au pétrole ou à d'autres atouts réels liés aux matières premières.

Le dernier mot

La Terre et notre travail et les dérivés de notre travail -- droits d'auteur, marques déposées, brevets, etc. sont les seules sources de valeur sur cette planète et il n'y a ni épuisement ni limite des richesses et des atouts que nous possédons tous. Cela est vrai pour tous les peuples de toutes les nations.

L'ancienne structure : en ce qui concerne la relation entre le Saint-Siège et les gouvernements incorporés.

Le Saint-Siège

Gouvernement non constitué en société du Saint Empire romain germanique

Le Tribunal de la Chancellerie du Vatican – La Banque du Saint-Siège

La franchise municipale de l'État de la Cité du Vatican

La Banque du Vatican

The United States, Incorporated, Municipal Franchise (maintenant au chapitre 7)

Toutes les autres franchises municipales dans le monde

Les États-Unis d'Amérique, Incorporated, franchise territoriale (maintenant au chapitre 11)

Toutes les autres franchises du gouvernement territorial dans le monde

La nouvelle structure : en ce qui concerne le règlement des dettes dues et des intérêts de propriété

Le Saint-Siège

Gouvernement non constitué en société du Saint Empire romain germanique

Cour de la Chancellerie du Vatican – La Banque du Saint-Siège

Les États-Unis d'Amérique

Gouvernement non constitué en société des États-Unis

Banque des États et des Nations des États-Unis -- Banque du commerce international

Nations tribales Athabascan et Lakota Sioux

Banque souveraine des Dénés – Banque de commerce international

Banque des Dénés – Banque commerciale

Toutes les administrations municipales/franchises dans le monde

Tous les gouvernements territoriaux/franchises dans le monde

Les entités indiquées en violet sont souveraines et non constituées en société. Les entités indiquées en bleu sont toutes constituées soit par charte directe, soit créées en franchise sous charte.

La Banque des Dénés est la première banque commerciale de nouvelle génération sur ce continent.